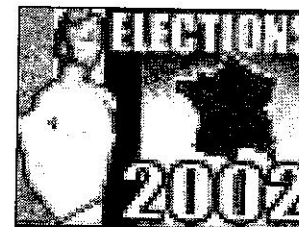


Présidentielle

8



A gauche

PCF, PRG, Verts et Convention citoyenne s'entendent

Ils ont signé une déclaration commune et affirment, pour les législatives, leur « volonté de mettre en œuvre tous les moyens pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite, y compris par des candidatures uniques »

A QUELQUES semaines des élections législatives, la volonté de rassemblement des forces de gauche existe, même si chacun admet, et les faits le prouvent, que la partie est loin d'être facile.

Hier, les formations de gauche devaient se réunir au siège du PCF pour discuter des élections législatives. Autour de la table devaient se rassembler le PCF, le PS, le PRG, les Verts et le MDC. Etaient aussi invités la LCR et la Convention citoyenne. Au final, quatre formations se sont retrouvées : le PCF, le PRG, les Verts et la Convention citoyenne. La délégation du PS, emmenée par son premier secrétaire Guy Bono, s'est retirée. Motif : la

présence de Philippe Sanmarco, ex-membre du PS et aujourd'hui responsable de la Convention citoyenne, qui aux yeux du PS n'est pas un parti politique « partenaire » (lire ci-dessous). Le MDC a décliné l'invitation. Quant à la LCR, sa position n'est pas de mener des négociations avec les partis de la gauche plurielle.

La réunion a bien eu lieu mais n'a évidemment pas porté sur un accord pour les

législatives. Yves Vidal, pour le PRG, Carmen Heumann pour les Verts, Jean-Marc Coppola pour le PCF et Philippe Sanmarco pour la Convention citoyenne, se sont entendus sur une déclaration commune. Ils reviennent sur les raisons de l'échec du 21 avril : « La gauche gouvernementale est lourdement sanctionnée pour n'avoir pas répondu aux exigences profondes de notre peuple, pour n'avoir pas

changé de cap » écrivent les signataires. Et de réitérer leur appel à « utiliser le bulletin de vote Jacques Chirac pour que l'extrême droite fasse le score le plus réduit possible ». Sur les législatives, les quatre signataires rappellent le risque « d'une présence au 2e tour des seuls candidats de droite et d'extrême droite dans de nombreuses circonscriptions du département ». Ils affirment donc leur « volonté de mettre

en œuvre tous les moyens nécessaires pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite, porteuse d'une politique anti-sociale, y compris par des candidatures uniques ».

Jean-Marc Coppola l'a affirmé : « Nous voulons travailler ensemble au rassemblement le plus large de toutes les forces de gauche et de progrès et pour cela tout remettre à plat ». Un message politique porté aussi par les Verts : « Nous souhaitons le rassemblement le plus large et montrer à l'électorat de gauche que la gauche est sur une reconstruction » précise Carmen Heumann. Pour Yves Vidal, si la base de discussion demeure l'accord électoral, « il faut examiner, selon les endroits, ce que l'on peut faire tous ensemble. Si on veut inciter les gens à aller voter, il ne faut pas qu'au premier tour on ait le même comportement qu'aux présidentielles ». Quand à Philippe Sanmarco, il pense qu'il convient « de réagir de manière la plus solidaire possible ». Une autre réunion est normalement prévue lundi prochain.

La position du Parti socialiste

PREMIER secrétaire de la Fédération du PS des Bouches-du-Rhône, Guy Bono explique pourquoi il n'a pas participé à la réunion.

« Il était prévu aujourd'hui (lire hier, Ndlr) une réunion des partis de gauche pour préparer les législatives. Nous nous sommes retrouvés devant le fait accompli avec la présence d'une formation qui n'est pas un parti politique. Ce n'est pas la personne de Philippe

Sanmarco qui me dérange, c'est ce qu'il représente : une association et non pas un parti politique partenaire avec qui nous avons des accords nationaux. Or, il ne peut y avoir autre chose que des partis politiques qui entrent dans les accords nationaux pour discuter des investitures ». A propos des négociations entamées, au lendemain du premier tour, Guy Bono précise que « (sa) volonté reste entière. Mais ce n'est pas en pratiquant de cette

manière que l'on y arrivera ».

Hier soir, le Bureau fédéral du PS s'est réuni. Dans un communiqué, l'exécutif du PS « affirme sa volonté d'unir les forces de gauche pour les élections législatives » et « affirme que chaque fois que la situation politique l'impose, il soit envisagé des candidatures uniques afin que la gauche soit présente au second tour ».

F.V.